

Debout Congolais

“LES PATRIOTES CONGOLAIS S’ENGAGENT À SUIVRE L’EXEMPLE DE LUMUMBA ET À LUTTER JUSQU’À LA LIBÉRATION TOTALE DE LEUR PAYS.” - PIERRE MULELE

Rédaction: groupe opération 1234 contact: Joseph Makanga; chée de Gand 317, 1080 Bruxelles
tél 0497/189753 • email: joseph.makanga@yucom.be. • Numéro 1 -juillet 2000 • 20 BEF



CONTENU

- **1,7 million de morts à cause de l’agression de la République Démocratique Congolaise par le Rwanda, l’Ouganda et le Burundi. Le génocide dont on ne parle pas..... p 2 & 3**
- **Masire est inacceptable pour les patriotes congolais..... p 5 & 6**
- **Activités dans le cadre de l’opération 1234 p 7, 8 & 9**
- **Lettre ouverte à l’ambassadeur américain en Belgique..... p 10**
- **Les progressistes rwandais condamnent la guerre de Kagame et soutiennent l’opération 1234..... p11**
- **Independant media lance une website pour le Congo p12**

Plus de 1.700.000 victimes de l'agression

1.700.000 morts ! Tel est le bilan des 22 mois de guerre d'agression que mènent le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi contre la République démocratique du Congo avec le soutien de l'Occident. 1.700.000 morts ... C'est le double des victimes reconnues dans le génocide rwandais en 1994. Que fait la Communauté internationale face à ces crimes odieux commis par ceux là mêmes qui se présentent encore en victimes aujourd'hui ?

Les militaristes tutsi bénéficient d'un sursis dont seuls les criminels au service de l'Impérialisme peuvent jouir. En effet, à en juger par le propos de son ministre des affaires étrangères, Louis Michel, (Rtbf, indépendance Tcha-Tcha, 27/06/00), la Belgique tiendrait à préserver sa neutralité dans la guerre au Congo. C'est pour cette raison que le premier ministre, M. Verhostadt à décliner l'invitation du gouvernement congolais aux festivités du 40^{ème} anniversaire d'indépendance du Congo. Les Etats-Unis, pour leur part, se soucieraient davantage de la décision du gouvernement congolais de mettre un terme à la collaboration avec Masire, l'ancien chef d'Etat du Botswana désigné facilitateur pour le dialogue intercongolais.

Même la dernière guerre de Kisan-gani opposant les troupes rwandaises aux soldats ougandais dont le bilan provisoire s'élève à ce jour à 600 morts dont plus de 400 civils et 3.000 blessés n'a pu émouvoir, outre mesure, ladite Communauté internationale. Passant d'une résolution à l'autre, le Conseil de sécurité de l'ONU en est à sa troisième résolution... sans pour autant garantir que cette dernière résolution aura plus d'effet que les précédentes.

« Nous avons vu le monde se mobiliser pour le Rwanda même si cela se fit après coup. Pourquoi tant d'indifférence

dès lors qu'il s'agit du Congo ? » s'interroge le Congolais. « Qu'avons-nous fait de mal à cette fameuse Communauté internationale ? »

D'où viennent les malheurs du Congo ?

1.700.000 morts : même si les victimes n'ont pas toutes succombées d'une balle, d'un coup de machette ou d'une hache comme au Rwanda en 1994; à lui seul ce chiffre ne peut laisser indifférent. D'ailleurs le "International Rescue Center" qui a publié ce chiffre est formel : toutes les morts sont victimes, d'une manière comme d'une autre, de la guerre du Rwanda et de l'Ouganda contre le Congo et de l'occupation de l'est du pays par les agresseurs. L'étude distingue, en effet, 200.000 victimes directement frappées par les actes de guerre et 1.500.000 autres touchées par l'effondrement du système médical et de l'approvisionnement en vivre et médicaments.

Depuis le mois d'août 1998, date du déclenchement de la guerre, jusqu'à ce jour, la Communauté internationale n'a jamais risqué grand chose pour rétablir le Congo dans ses droits violés par des armées d'occupation étrangère. Tout ce que cette Communauté voudrait voir Kabila et son gouvernement nationaliste faire, c'est de ramener les mobutistes à la direction des affaires pour que continue leur œuvre de pillage entamée depuis 1960. Les Etats-Unis sont responsables du maintien des troupes d'agression au Congo. Ils ont obligé le gouvernement de salut public à signer les accords de Lusaka, en juillet 1999 sous menace d'un offensif militaire. Aujourd'hui, ils veulent voir le peuple congolais se plier aux exigences d'un dialogue intercongolais dont chacun sait qu'il n'a rien de congolais sinon le nom. La Communauté internatio-

nale de l'Otan a accusé Kabila pendant plus d'une année d'être un génocidaire des hutus. D'un jour à l'autre Kabila était accusé de génocidaire contre les tutsi lorsque les Kinois se sont levés comme un seul homme pour défendre leur ville et capitale du Congo, du 26 au 28 août 1998. Mais entretemps un vrai génocide commençait déjà à se faire à l'Est.

En effet, déjà le 24 août 1998, 209 personnes perdirent la vie dans le village de Kasika. Ce fut d'ailleurs le premier d'une longue série qui n'en finit jamais. Cette même Communauté voulait aussi faire endosser au chef de l'Etat congolais la responsabilité des massacres des Hutu. Ces massacres avaient été planifiés et organisés par Kagame et ses soldats dans la province Orientale et à l'Equateur, lors de la campagne de libération menée par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL).

L'impérialisme veut éliminer la souveraineté du Congo. C'est un fait. Il croyait pouvoir le faire dans une guerre éclair. Une guerre qui, selon lui, n'aurait duré que quelques jours. Mais ce fut sans compter avec la fierté nationale du peuple congolais, l'espoir suscité en eux par la Révolution du 17 mai, mais aussi les 30 années d'expérience acquise par le président Kabila sur la vraie nature de l'impérialisme.

Au fait, le véritable crime de Kabila n'est pas d'être réfractaire à la démocratie et au respect de droit de l'homme comme nous le rabâchent certains médias à longueur de journées. Puisqu'à peine arrivé au pouvoir, Kabila a promis des élections au peuple congolais dans les deux années qui suivaient.

La peur de voir le chef d'Etat congolais réussir là où Mobutu et sa clique ont échoué et n'ont fait que précipiter le peuple dans la

misère a décidé l'Occident à commanditer l'agression du Congo. Tout comme Lumumba en son temps, Kabila a opté d'abord pour le bien être de ses compatriotes. Voilà pourquoi, même sous les balles des agresseurs, de plus en plus des voix congolaises s'élèvent aujourd'hui pour dire : « *vous (l'Occident) nous avez arraché Lumumba ; mais vous n'aurez pas Kabila* ».

GEORGES ALVES



Le vrai drapeau des Etats-Unis est un drapeau de génocidaires qui marchent sans scrupules sur des tas de cadavres pourvu qu'ils obtiennent le contrôle des richesses stratégiques de ce pays.

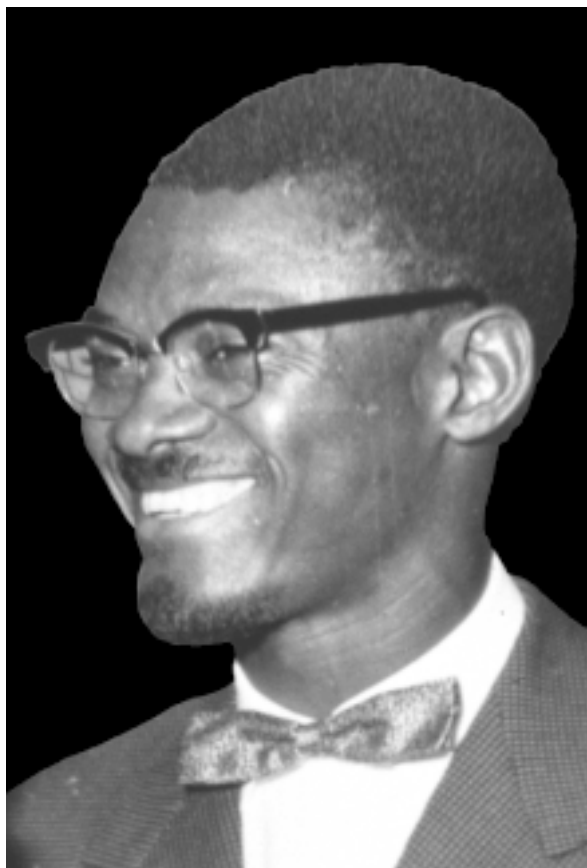
Pourquoi les Etats-Unis soutiennent-ils Masire ?

Dans un communiqué rendu public le 21 juin, le gouvernement américain a réitéré son appui à M. Ketumile Masire. En effet, l'ancien président botswanais, le facilitateur désigné en vue du dialogue vient d'être recuser par Kinshasa . Le 16 juin, le Conseil de sécurité de l'ONU votait la résolution 1304 demandant, entre autre, au gouvernement nationaliste congolais de coopérer avec le même Masire. Sans quoi, stipule le texte de cette résolution, «l'ONU prendrait des sanctions» contre la République démocratique du Congo.

Ce soutien à la personne du chef d'Etat du Botswana paraît pour le moins étonnant. Masire n'est pas le premier à être rejeté par les parties au conflit en République démocratique du Congo. Avant lui, il y a eu Père Matteo de la communauté Saint Egidio de Rome et l'ancien président béninois, Zinou.

La soit-disant « rébellion congolaise » n'a jamais voulu d'eux. L'ONU et les Etats-Unis n'ont jamais trouvé à redire, sinon de leur trouver un remplaçant.

Pourquoi le gouvernement congolais ne disposerait-il pas du même droit que les « rebelles », ce droit de récuser lui aussi, un facilitateur qu'il considère peu fiable ?



Patrice Lumumba était le premier ministre élu et appuyé par le peuple congolais pour son nationalisme. Il a été assassiné sur ordre du président américain. De quel droit les Etats-Unis veulent-ils dicter au peuple congolais un animateur pour animer le dialogue entre congolais?



Le peuple congolais est mobilisé et mérite le soutien de tous les compatriotes congolais et de tous les progressistes. Les grandes puissances pensent revenir au période de la colonisation, ils se trompent.

Six raisons pour rebuter le “plan de Masire”

1. LE DIALOGUE ENTRE CONGOLAIS NE PEUT ÊTRE LIÉ À LA QUESTION DE LA GUERRE.

Le but du dialogue intercongolais est sans équivoque dans le discours de Masire. «*L'objectif du dialogue nationale, affirme-t-il, est de créer une nouvelle base constitutionnelle et un gouvernement favorisant une paix durable au Congo*». (*) Kabila et le peuple congolais se battent pour le retrait des agresseurs. Masire voudrait faire croire que le retour de la paix au Congo viendrait en niant l'agression et en prétendant que la guerre est une crise entre congolais. Si un dialogue entre congolais doit avoir lieu au moment qu'une partie du territoire national reste sous occupation rwando-ougandaise, le point essentiel du dialogue doit être la question de mobiliser tous les congolais pour mettre dehors les agresseurs.

2. SUR LA COMPOSITION DU DIALOGUE: QUI REPRÉSENTENT LE PEUPLE CONGOLAIS?

Masire promet aux différentes parties au dialogue un statut identique. Comment Masire peut-il mettre le gouvernement congolais sur le même pied que les aventuriers rebelles qui ont perdu toute crédibilité et qui sont haï par les Congolais qui subissent la terreur des agresseurs. De plus, il se tait sur les Force d'Autodéfense Populaire (FAP) qui se battent contre l'agression dans les territoires occupés et qui ont l'appui de toute la population. Et enfin, il ne dit aucun mot sur les représentants des Comités du Pouvoir Populaire (CPP), les seuls congolais à avoir pourtant subi l'épreuve des scrutins à ce jour.



3. UN DIALOGUE INTERCONGOLAIS EN DEHORS DU CONGO.

L'opposition armée et non armée ainsi que la société civile voudraient qu'il se tiennent dans n'importe quelle capitale pour autant que les Américains sachent y peser dans les délibérations. Ces dernières excluent Kinshasa. Gaborone, Le Caire, Addis Abeba, Lusaka font partie des sites qu'ils proposent. Masire lui-même a laissé entendre que «*si le dialogue a lieu à Kinshasa, je n'ai aucun moyen d'évaluer si oui ou non les participants s'y sentiraient en sécurité*».

Peut-on imaginer un dialogue qui se veut congolais se tenir en dehors du Congo ?

4. MASIRE SE VOIT FORMATEUR D'UN GOUVERNEMENT CONGOLAIS

Il rappelle à l'ordre Kabila, lui enjoignant d'arrêter avec le projet de la constituante. «*L'assemblée constituante est destinée à faire avorter le processus du dialogue, dit-il, car, je ne vois aucune raison valable qui puisse l'expliquer*». Au nom du dialogue intercongolais, Masire retire ici les prérogatives au gouvernement congolais. Le pays est donc placé sous sa tutelle. Voilà la vraie logique de Masire et de ses maîtres américains.

(*) les citations viennent de l'interview de Masire publié dans IRIN, 17 mai 2000.

Le peuple congolais saura dialoguer mais pas sous la tutelle extérieure ni sous les menaces des agresseurs..



5. UN GOUVERNEMENT DANS L'OMBRE DIRIGÉ PAR DES ÉTRANGERS.

Masire veut « créer un petit groupe informel d'universitaire africains et, au besoin des étrangers qui fourniront une analyse de la situation, proposera des solutions réalistes et des recommandations, s'occupera de l'élaboration de solutions de rechange »
Si un tel groupe se crée que resterait-il de la souveraineté du Congo ?

6. L'USURPATEUR MASIRE TRAITE KABILA D'USURPATEUR.

L'ancien président du Botswana déclare :
« Je pense que le gouvernement actuel souhaiterait devenir le gouvernement de transition, mais je leur ai dit que ceci constituerait une usurpation du dialogue»
De quel droit Masire peut-il décider que le gouvernement actuel n'ait pas le droit de gouverner ? Se voit-il déjà en lieu et place de Kabila ?

• Conclusion •

Toute cette machination sur le dialogue congolais tient en une chose :

l'impérialisme américain veut mettre le Congo sous tutelle, faute d'avoir réussi à le faire éclater. Du coup Masire, l'homme des Américains par excellence, devient incontournable. Lui priver de cette mission équivaut à mettre un terme aux ambitions de l'impérialiste américain sur le Congo. La mise à l'écart de Masire par le gouvernement de salut public augure ainsi un nouveau bras de fer entre Kinshasa et Washington déjà perceptible depuis la déclaration de Richard Holbrooke : « Il est temps pour la République démocratique du Congo de choisir entre la paix et la guerre », a affirmé le diplomate américain à l'issue d'un séjour au Congo du 4 au 8 mai dernier. A quoi les Congolais répondent à leur tour : « Il est grand temps pour la communauté internationale de comprendre que ce pays nous appartient avant tout et quand l'ONU ne sait pas faire respecter sa propre chartre qui dit que l'intégrité territoriale de chaque état membre est garantie, et quand l'ONU ne sait pas faire appliquer ses propres résolutions 1234 et 1304 qui exigent le retrait immédiat des agresseurs, alors c'est le peuple congolais qui s'en chargera. »

Sources : • Quette Masire : Le plan de la facilitation du Dialogue inter-congolais, Le Phare, 19/04/00 • IRIN, Nairobi, 17/05/00 Entrevue avec Ketumile Masire

Deux manifestations réussies de l'Opération 1234

L'opération 1234, Congo Debout a déjà vécu deux journées de manifestations. Une action qui mérite d'être encouragée.

Une bonne centaine des Congolais, Belges et Progressistes africains se sont, en effet,

ont participé à l'organisation de l'opération 1234 sont: Forum Congo-Uni, LAI-section Congo (Ligue Anti-Impérialiste), Centre Euro-Africain, CREDK (Centre de Recherches et d'études Kongo), CPP-section Belgique (Comité du Pouvoir Populaire) et d'autres.

A chaque occasion une délégation des initiateurs de ces rassemblements est allée remettre une lettre à la responsable de la section politique de l'ambassade américaine.

Nous publions aux pages 9 et 8 la déclaration de



retrouvés dimanche 9 avril et samedi 20 mai devant l'ambassade des Etats-Unis à Bruxelles.

Plusieurs délégués parmi les associations congolaises qui ont initié cette opération ont chaque fois pris la parole. Les uns pour dénoncer le soutien américain dans l'agression caractérisée du Congo par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi; d'autres pour exiger que le gouvernement américain qui jouit d'une très grande influence dans le Conseil de sécurité fasse appliquer la résolution 1234 exigeant le retrait immédiat des troupes non invitées du territoire congolais.

D'autres encore ont relevé le manque de reconnaissance des puissances que sont les USA et la Belgique vis-à-vis du Congo sans lequel l'Occident n'aurait pas pu facilement mettre un terme à la deuxième guerre mondiale. Allusion faite à l'uranium de Tshinkolobwe.

Les associations qui

l'opération 1234 qui a été faite lors de la conférence organisée par "l'association des intellectuels catholiques" à Kinshasa le 9 avril. Ensuite nous publions la lettre ouverte à l'ambassade américaine du 20 mai à la page 10.

GEORGES ALVES



Conférence sur la résolution 1234 à Kinshasa

Le samedi 9 avril, journée anniversaire de la Résolution 1234 du Conseil de Sécurité, une conférence-débat sur le thème : "L'enjeu économique de la guerre d'agression et les Accords de Lusaka" a été organisée à Kinshasa. Cela se passait dans la salle Saint Laurent à Ngaba, à l'appel de l'Association des Intellectuels Catholiques. Les orateurs étaient le docteur Sondji, le professeur Kibanda et Ludo Martens. A la fin des exposés, une déclaration a été présentée et adoptée à l'unanimité des participants qui ont signé le document.

DENIS MALASI

Déclaration:

Les Accords de Lusaka légitiment l'agression et l'occupation. Il faut un gouvernement de guerre pour la libération de tous les territoires occupés. Aujourd'hui, il y a exactement un an, le 9 avril 1999, le Conseil de Sécurité votait la Résolution 1234 qui affirme la justesse de la cause congolaise. La Résolution "réaffirme que tous les Etats ont l'obligation de respecter l'intégrité territoriale, l'indépendance politique et la souveraineté nationale de la République Démocratique du Congo et qu'ils sont tenus à s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance (du Congo).

La Résolution "déploie que des forces d'Etats étrangers demeurent en République Démocratique du Congo dans des conditions incompatibles avec les principes de la Charte des Nations Unies et demande à ces Etats de mettre fin à la présence de ces forces non invitées et de prendre immédiatement des mesures à cet effet." Depuis un an, rien n'a

été fait. Les forces clairement identifiées comme étant des agresseurs et des occupants devaient, depuis un an, se retirer immédiatement et sans conditions. Sous le chantage des Etats-Unis et des agresseurs et avec l'aide de l'Afrique du Sud, les Accords de Lusaka ont été imposés à la République Démocratique du Congo.

Contrairement à la Résolution 1234, ces Accords prétendent que le Congo doit d'abord remplir certaines conditions avant que les agresseurs et les occupants se retirent. Cette thèse, qui va à l'encontre de la Charte de l'ONU, a été introduite par les Américains dans la résolution 1291 du Conseil de Sécurité,

adoptée le 24 février 2000. Les agresseurs et occupants peuvent rester au Congo jusqu'à ce que des progrès significatifs aient été réalisés dans le domaine du regroupement et du désarmement des Interahamwe.

Les agresseurs et occupants peuvent également rester au Congo jusqu'à ce que des progrès significatifs aient été obtenus dans le dialo-



que inter-congolais. Cinq mille troupes de l'ONU viendront au Congo, mais leur déploiement demandera six mois. Ensuite les activités des 500 vérificateurs du cessez-le-feu vont commencer pour de bon. Ainsi, l'ONU garantit que les agresseurs peuvent continuer pendant au moins un an à occuper notre pays, à piller ses richesses et à massacrer sa population. Le peuple congolais qui connaît des souffrances terribles à cause de la guerre d'agression, ne peut en aucun cas accepter que l'occupation continue.

Les puissances occidentales ont pendant un an refusé d'appliquer la résolution 1234 qui exige le départ immédiat des forces d'occupation. Maintenant elles veulent prolonger l'occupation pour une durée indéterminée. C'est de la complicité ouverte avec les agresseurs. Nous en appelons au Président Kabila, au gouvernement et au peuple congolais des territoires occupés et des territoires libres de prendre la ferme détermination de bouter les agresseurs dehors par nos propres forces. Nous en appelons à la formation d'un gouvernement d'union nationale, d'un gouvernement de guerre dont la tâche principale est la libération intégrale des territoires congolais occupés. Nous demandons une politique d'appui moral, logistique et militaire aux Forces d'Autodéfense Populaire pour quelles puissent intensifier la guerre populaire de libération. Au moment où la rébellion s'est définitivement effritée en d'innombrables fractions, nous demandons au gouvernement de ne pas permettre qu'un deuxième front s'ouvre dans les territoires libres.

Il ne faut plus permettre les provocations d'une certaine opposition qui, ivre du pouvoir, s'allie aux agresseurs et aux bribes de la défunte rébellion pour provoquer des troubles dans le but de renverser le Président Kabila et le gouvernement nationaliste. Nous demandons également au Président et au gouvernement de suivre une politique de



stricte économie et de combattre avec la dernière rigueur les gaspillages, les détournements et autres magouilles financières.

Ceci est nécessaire pour renforcer le morale et la confiance des masses populaires durement frappées par les conséquences de la guerre

d'agression. Nous demandons également au gouvernement et au CPP de se mobiliser pleinement pour prendre des mesures efficaces afin d'assurer la survie des populations les plus durement touchées.

Tout pour vaincre les agresseurs !

Nous sauverons l'indépendance, la souveraineté et l'unité du grand Congo !

En avant pour la reconstruction d'un Congo indépendant, démocratique et puissant !



Les nouveaux recrues ont permis au Congo de former une nouvelle armée qui permettra de vaincre ensemble avec l'effort du peuple congolais entier les agresseurs.

Lettre ouverte à l'ambassadeur des Etats-Unis en Belgique

Bruxelles, 20 mai 2000

A son Excellence Monsieur l'Ambassadeur
Des Etats-Unis d'Amérique
Boulevard du Régent, 27
1000 Bruxelles

Excellence,

Nous avons lu avec consternation l'information suivante dans le journal Le Soir du 9 mai: "Un document en notre possession démontre que la société rwandaise Sogermi, spécialisée dans l'exploitation minière du tantale, propose une 'joint-venture' à des sociétés américaines. Comme contact: le département commercial de l'ambassade américaine à Kigali."

Or le tantale se trouve au Congo, pas au Rwanda. Comme vous savez, Excellence, notre pays, la République Démocratique du Congo est victime d'une agression caractérisée depuis le 02 août 1998 de la part de ses voisins l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi.

L'occupation illégitime de notre pays, implique le pillage de nos richesses par les occupants. Nous sommes indignés de constater que l'ambassade des Etats-Unis contribue à la commercialisation des richesses volées dans notre pays. Par ailleurs le 9 avril 1999, le Conseil de sécurité de l'Onu a voté la Résolution 1234 relative à la situation dans notre pays.

Cette résolution dit: "*Le Conseil de Sécurité, préoccupé par les informations selon lesquelles les forces opposées au Gouvernement ont pris dans la partie orientale de la République Démocratique du Congo des mesures violant la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du pays.*"

Rappelant le droit naturel de légitime défense individuelle et collective, déplore que les combats se poursuivent et que des forces étrangères demeurent en République Démocratique du Congo dans des conditions incompatibles avec les principes de la Charte des Nations Unies et demande à ces Etats de mettre fin à la présence de ces forces non-invitées et de prendre immédiatement des mesures."

Depuis maintenant une année cette résolution est restée lettre morte. Le gouvernement américain que vous représentez est l'un des membres le plus influent du Conseil de Sécurité et un pays ami de l'Ouganda et du Rwanda.

Nous demandons à votre gouvernement de:

- Condamner clairement l'agression contre la République Démocratique du Congo ainsi que les crimes contre la population congolaise qui vont de pair avec cette agression.
- Condamner et adopter des sanctions à l'encontre du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi pour les pillages systématiques des matières premières de la RDC, lesquels pillages sont la véritable raison d'être de cette invasion, contrairement au prétexte fallacieux de considérations d'ordre sécuritaire que les trois pays agresseurs brandissent.
- Exiger le retrait immédiat de ces troupes non-invitées de la RDC, comme prévu dans la Résolution 1234.

Arrêter immédiatement toute aide à travers votre ambassade à Kigali à l'organisation du pillage de notre pays.

Si l'ONU n'est pas capable ou n'a pas la volonté de faire respecter ses propres résolutions, le peuple congolais s'en chargera. Nous demandons que votre gouvernement respecte et fasse respecter les droits du peuple congolais, de son gouvernement et de ses forces Armées de défendre la souveraineté de la RDC.

Nous demandons aussi à votre gouvernement de s'abstenir de toute menace ou condamnation sur chaque action du gouvernement congolais, des Forces Armées congolaises et des Forces d'Auto-défense Populaires dans ce sens.

Convaincus que notre appel sur cette situation grave sera entendu, nous vous prions Excellence Monsieur l'Ambassadeur, de croire en l'assurance de notre haute considération.

Rubrique Lettres



Nous avons reçu le message suivant de la part d'un progressiste rwandais:

“Les progressistes Rwandais condamnent et dénoncent l’agression du Congo par l’armée du FPR et soutiennent l’Opération 1234 initiée par leurs amis de la RDC. Les bourgeois de Kigali envoient nos enfants au Congo dans une aventure suicidaire, dans une guerre qu’ils ne gagneront jamais. A Kigali la population manifeste contre l’enrôlement des enfants pour la guerre au Congo .

Il est temps que les rwandais épris de paix se rallient à leurs frères congolais pour manifester contre cette guerre imposée injustement au peuple voisin, ami et frère ; ne dit-on pas que « dans l’injustice le silence est coupable ».

En effet, les progressistes rwandais exhortent leurs compatriotes amis du Congo de sortir de leur coquille de « sans voix » car il faut montrer à l’opinion internationale que tout rwandais n’est pas FPR-Inkotanyi ni FAR-Interahamwe et qu’il y a des rwandais qui veulent vivre en paix avec les autres peuples du monde et plus particulièrement avec leurs voisins.

La **Résolution 1234** est aussi salutaire pour les rwandais, si son application devenait effective, la paix reviendrait aussi au Rwanda où actuellement « la plupart des gens ne trouvent plus de quoi manger ni d’accès aux soins de santé élémentaires, une petite clique d’autorités sont entrain de rivaliser de richesse. L’injustice est généralisée à l’égard de toutes les composantes de la population qu’ils soient Hutu, Tutsi ou Twa, sans parler des laissés pour compte que sont les rescapés du génocide... (et de la guerre). Le pays est aux abois à cause de la nouvelle AKAZU qui a embrigadé et paralysé tout le régime et à cause aussi de la mafia qui gangrène toutes les sphères administratives de l’Etat, y

compris son armée. Les autorités incompetentes s’adonnent au commerce pour réaliser des gains... »

C’est ainsi que parle Jean-Pierre Mugabe, ex-membre du FPR, Tutsi et exilé de son pays parce qu’il osait dire la vérité. Tout le monde sait maintenant que l’invasion du Congo par les armées du Rwanda, de l’Ouganda et du Burundi fait partie d’un plan des impérialistes de tout bord qui veulent mettre main basse sur les richesses minières et forestières de la RDC et diviser le pays en plusieurs Etats. La RDC est devenue un sanctuaire pour les bourgeois rwandais qui s’adonnent au pillage de ses richesses.

Nous qui ne sommes pas sur le terrain pour prêter main forte à la résistance congolaise nous devons manifester pour l’application de la **Résolution 1234**, afin que la paix revienne dans notre région des Grands Lacs.

Les progressistes rwandais réitèrent leur soutien à l’**Opération 1234** et demandent à leurs frères congolais de les accepter à côté d’eux dans la lutte contre les envahisseurs du Congo.

MBONA MAREMBERA”

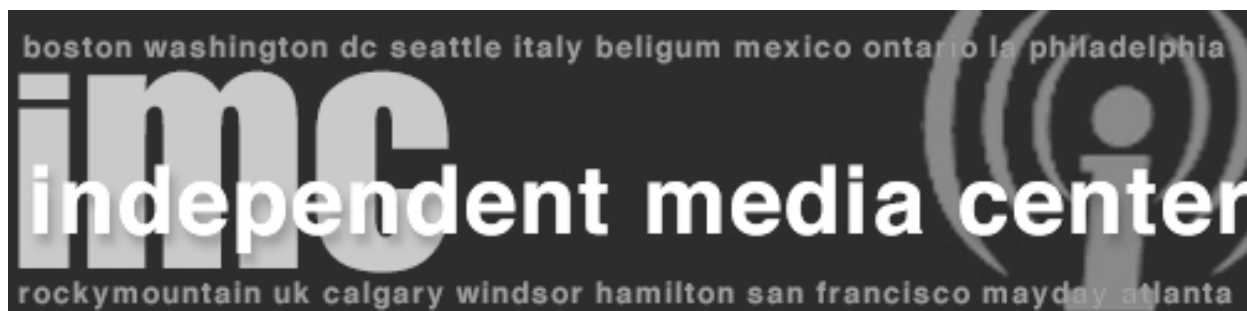


Avec sa guerre de prédation au Congo, Kagame a perdu le crédit que les peuples africains avaient donné au nouveau Rwanda d’après le génocide de 1994.

LE GOUVERNEMENT BELGE PREND EN OTAGE DES HÉLICOPTÈRES CONGOLAIS

Depuis près d'un mois la Belgique détient quatre hélicoptères congolais dans la ville d'Ostende. Ces appareils vendus par la France seraient suspectés de servir dans la guerre au Congo. Ce qui ne serait pas du goût du gouvernement belge. Par contre, le 19/06/00, la RTBF (la chaîne officielle francophone) n'a hésité de montrer une cargaison des câbles débarquant à Goma sous le regard satisfait du chef rebelle, Kin Kiey Mulumba. Pour Philippe Lemaire, le reporter RTBF qui couvrait l'évènement sur place, le matériel livré aux rebelles du RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) devait servir pour des émissions radio à Goma pour contrer la "propagande de Kinshasa". Ce qui fut présenté comme un volet médiatique dans la guerre au Congo. En livrant ce matériel aux hommes de paille

de Kagame, la Belgique souscrit à son contrat avec une communauté internationale qui s'est liguée dans l'agression du Congo. Verfhostadt et son gouvernement accomplissent de la sorte un pas supplémentaire dans le plan machiavélique des américains pour la partition du Congo. En effet, lors de son séjour au Congo, en mai dernier, Richard Holbrooke qui conduisait une mission du Conseil de sécurité a fait consigner dans un document de 79 points, notamment que *"la Monuc devra veiller à mettre fin aux émissions du gouvernement qui diffusent les discours incendiaires et la propagande hostile contre la rebellion"*. Nous aimons bien appeler les Belges "Banoko"(oncles). Chez les Bakongo, cette expression peut être également synonyme de sorcier. **GEORGES ALVES**



Indymedia est un réseaux de médias gérés d'une façon collective afin de créer la possibilité de dire d'une façon conséquente, objective et passionnelle la vérité. Nous travaillons par amour et nous sommes inspirés par le peuple qui se bat pour un monde meilleur, malgré toutes les tentatives des grands médias, payés par et liés aux grandes puissances, de cacher les efforts des peuples qui veulent se libérer.

Le mouvement Indymedia a commencé en rapportant le mouvement de protestation contre l'Organisation du commerce mondial à Seattle, l'année passée.

Indymedia emploie les nouvelles technolo-

gies pour donner l'occasion aux journalistes vraiment indépendants de raconter la vérité au monde entier. Pour réaliser cela Indymedia a recours à des vidéos, messages audio et Internet. Le site d'Internet rassemble ces différentes techniques.

Bientôt des journalistes et des activistes patriotes congolais vont entretenir un site "Congo" faisant partie du réseaux de Indymedia. L'adresse sera "congo.indymedia.org". Vous y trouverez de la musique, des vidéos reportages et plein d'articles sur l'actualité en RDC. Vous pourriez aussi envoyer vos articles et informations sur le Congo en direct à partir de votre ordinateur.

RESTEZ- BRANCHÉS!

DIDIER MANY